



(DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE)
CODE POSTAL 91230

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DE MONTGERON
CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

OBJET : Révision du règlement local de publicité – Débat sur les orientations

CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2014

L'an deux mil quatorze le 15 du mois de décembre à 19h00,
LE CONSEIL MUNICIPAL, convoqué le 5 décembre 2014,
s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de
Monsieur François DUROVRAY, Maire, Conseiller Régional
d'Ile-de-France

Le Maire, soussigné,
certifie que le compte-
rendu de la présente
délibération a été affiché
dans les délais légaux.

CONSEILLERS EN EXERCICE

Présents : M. DUROVRAY, Maire, Mme CARILLON, M. GOURY,
Mme NICOLAS, M. LEROY, Mme BOULAY, M. CORBIN, Mme MOISSON,
M. FERRIER, Mme GARTENLAUB, M. GALLOUIN (à partir de 19h04),
Mme DOLLFUS, M. GUENIER, Mme BENZARTI, M. NOEL, Mme MUCEL,
Mme SILVERT, Mme KELLERMANN, M. MAGADOUX, Mme PLECHOT, M.
LEON-REY, Mme De SOUZA, M. KNAFO (à partir de 19h05), Mme
BAROUX (à partir de 19h08), M. BERTHOU, Mme SHIMIZU, Mme
BRISTOT, Mme BOURGEOIS, M. JOSEPH, Mme PROVOST, M. BARKE,
M. CROS, Mme MOUTON

Absents ayant donné procuration :

M. VIGNIER ayant donné procuration à Mme CARILLON
Mme BAROUX ayant donné procuration à M. GOURY (jusqu'à 19h08)

Absent :

M. SOUMARE

Mme Charlotte de SOUZA a été élu secrétaire de séance

OBJET : REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE – DEBAT SUR LES ORIENTATIONS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L2121-29,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment les dispositions du chapitre 1ER Titre VIII du livre V code de l'Environnement relatif à la publicité, aux pré-enseignes et aux enseignes, et les articles L581-14 et suivants,

Vu le décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux pré-enseignes,

Vu les dispositions du Code de l'Urbanisme, et notamment l'article L.300-2,

Vu la délibération n°7 du Conseil Municipal en date du 21 septembre 1999 approuvant le règlement communal de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes,

Vu l'arrêté municipal du 7 Octobre 1999 portant mise en application de la Réglementation spéciale en matière de publicité, d'enseignes et de pré enseignes,

Vu la délibération n°3 du Conseil municipal en date du 28 avril 2014 prescrivant la révision du Règlement Local de Publicité et fixant les modalités de la concertation,

Vu l'avis de la Commission mixte Aménagement/Service aux Montgeronnais en date du 9 décembre 2014,

Considérant le support au débat réalisé par Cadre et Cité – prestataire de la commune concernant la révision du Règlement Local de Publicité,

Considérant que les orientations générales du projet de révision du Règlement Local de Publicité doivent faire l'objet d'un débat en conseil municipal,

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,**

PREND ACTE

De la tenue du débat sur les orientations générales du projet de révision du Règlement Local de Publicité.

DIT

Que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

POUR EXTRAIT CONFORME

François DUROVRAY
Maire de Montgeron
Conseiller Régional d'Ile-de-France